Barreau du Québec

PLATEFORMES ÉLECTORALES DES PARTIS

(À jour au 1er octobre 2026)

Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec
Platerforme / Cadre financier	Platerforme / Cadre financier	Platerforme / Cadre financier	Platerforme / Cadre financier	Platerforme / Cadre financier
Justice sociale et administrative				
Protéger les aînés contre les hausses des coûts en RPA par l'inversion du fardeau devant le Tribunal administratif du logement (TAL) : la RPA devra justifier la hausse des coûts devant le TAL. Source : « Protéger les aînés contre les hausses des coûts en RPA »		Enlever le fardeau des épaules des locataires en exigeant que les propriétaires obtiennent une autorisation du TAL pour augmenter un loyer au-delà de l'indice annuel. (Mesure 1, p. 9)		Réformer le droit du logement afin de simplifier les recours, de réduire la judiciarisation et d'accélérer le traitement des dossiers au TAL, pour offrir aux locataires comme aux propriétaires des solutions plus rapides, efficaces et accessibles. (p. 4, Plateforme logement)
		Abolir la section F du bail, qui empêche les locataires de logements construits depuis cinq ans ou moins de recourir au TAL pour contester une augmentation de loyer. (Mesure 1, p. 9)		Mettre en place un mécanisme confidentiel, rapide et gratuit de plainte devant le Tribunal administratif du travail (TAT) afin que tout travailleur syndiqué puisse faire respecter ses droits lorsqu'ils sont violés, y compris par son organisation syndicale. (p. 8, Plateforme travail et démocratie syndicale)
		Donner davantage de ressources au TAL pour réduire les délais à un mois pour les dossiers urgents et à six mois pour les dossiers de fixation de loyer. (Mesure 1, p. 9)		Réformer le TAL pour simplifier le processus de traitement des audiences et accélérer l'exécution des décisions. (p. 6, Plateforme logement)
		Anonymiser les dossiers du TAL afin de limiter la discrimination envers les locataires, lorsqu'ils ne sont pas fautifs. (Mesure 3, p. 9)		

Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec
Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier
Justice pénale et sécurité publique				
Agir pour améliorer la rétention de nos procureurs, donner aux acteurs du système les ressources dont ils ont besoin; S'engager à travailler avec les acteurs du milieu pour renforcer le réseau, notamment en revoyant les seuils d'admissibilité afin qu'ils reflètent mieux la réalité économique des Québécois et en favorisant la participation des professionnels du droit au régime.	Soutenir et bonifier les équipes de professionnels spécialisés en santé mentale pour favoriser des interventions adaptées et prévenir le recours au système judiciaire. Source : Nouvelles | 18 sept. 2026	Instaurer le principe des amendes proportionnelles aux moyens des entreprises afin qu'elles respectent nos lois, notamment en matière d'environnement, de travail et de non-discrimination. (Mesure 4, p. 6)	Ajouter 50 procureurs au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) afin de répondre à l'augmentation de la demande et de réduire les délais de traitement des dossiers. Source : Blogue | 12 sept. 2026	Exercer une pression ferme sur le gouvernement fédéral pour qu'il durcisse le ton envers les criminels : diminution des libérations hâtives et des « peines Netflix », et réinstauration des peines minimales; Instaurer une « contribution sécurité » pour les criminels reconnus coupables, les forçant à financer une partie des coûts des procédures juridiques et des frais liés à leur incarcération, en argent ou en temps (travaux communautaires).
	Prioriser une approche médicale plutôt que pénale dans la gestion de la crise des opioïdes. Source : Nouvelles | 18 sept. 2026	Rendre disponibles les antécédents judiciaires des conjoints violents, renforcer leur surveillance et instaurer dix jours d'absence rémunérée pour quitter une situation de violence conjugale. (Mesure 4, p. 28)	S'assurer que les ressources judiciaires suivent l'augmentation des enquêtes policières. Source : Blogue | 12 sept. 2026	Mettre en place un registre public des prédateurs sexuels graves ou récidivistes et rendre public leur lieu de résidence. La population est en droit de savoir si un prédateur se trouve dans son quartier; Exiger du fédéral d'adopter une loi imposant le port du bracelet électronique pour les accusés de violence conjugale en attente de procès et pour ceux qui sont libérés d'un pénitencier fédéral et qui représentent un niveau inacceptable de dangerosité pour leur victime.
	Rendre l'information juridique plus simple et plus efficace pour les justiciables, notamment en raison des coûts trop élevés des services juridiques privés. La bonification des services des cliniques juridiques comme celle du Barreau du Québec est envisagée; Évaluer également la possibilité d'intégrer les services juridiques au sein des assurances collectives.	Investir jusqu'à 70 M$ supplémentaires pour augmenter l'éligibilité à l'aide juridique. Est favorable à l'étude de l'intégration des parajuristes dans la *Loi sur le Barreau* pour favoriser l'accès à la justice.		Ne pas couper dans la Sûreté du Québec, ni dans le ministère de la Sécurité publique, tout en améliorant leur efficacité. Maintenir les sommes pour le ministère de la Justice tout en augmentant son efficacité.

Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec
Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier
Droits fondamentaux et langue française				
Intégrer à la *Charte de la langue française* l'obligation pour l'État de déterminer les zones géographiques où le français est fragilisé et de mettre en œuvre des stratégies territoriales ciblées. Source : « Agir où le français est fragilisé »	Étendre la *Loi 101* aux cégeps et aux enfants des immigrants temporaires établis sur le territoire québécois depuis plus de douze mois. Source : Nouvelles	Appliquer la *Loi 101* à l'ensemble des entreprises de dix personnes employées et plus, tout en faisant reposer le fardeau sur les entreprises pour la formation de leur personnel. Renforcer l'application de la *Loi 101* dans le monde numérique, y compris dans l'affichage. (Mesure 3, p. 27) Abolir certaines mesures discriminatoires de la *Loi 96*. (Mesure 3, p. 27)	Dans les 100 jours suivant son élection, renforcer la protection et la promotion du français en renouvelant la disposition de souveraineté parlementaire de la *Loi 96* et en élargissant l'application de la *Charte de la langue française* à la formation professionnelle et à la formation générale des adultes. Source : Blogue | 29 août 2026	Exiger du fédéral qu'il mette un terme à la discrimination « positive » dans les sentences.
Mettre en œuvre les recommandations du *Rapport Latraverse*.	Améliorer l'efficacité et l'imputabilité de la haute fonction publique québécoise, incluant les décideurs administratifs.	Réduire la surjudiciarisation dont sont victimes les personnes autochtones, racisées et marginalisées et lutter contre leur profilage. (Mesure 5, p. 28)		Adopter une Charte québécoise des droits des victimes d'actes criminels leur reconnaissant des droits tout au long du parcours judiciaire.
Réformer le processus de nomination des juges administratifs (selon approche du projet de loi nº 991).		Inscrire le droit au logement dans la *Charte des droits et libertés du Québec*. (Mesure 2, p. 9)		
		Adopter une loi de diligence raisonnable obligeant les entreprises québécoises à prévenir, à documenter et à corriger les atteintes aux droits humains, aux droits du travail et à l'environnement dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement. (Mesure 5, p. 28)		
		Mettre en œuvre la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et le *Principe de Joyce*. (Mesure 1, p. 34)		
		Créer une politique de lutte contre le racisme systémique et institutionnel. Veiller à ce que les recommandations qui ont déjà été émises par la Commission des droits de la personne soient appliquées. (Mesure 5, p. 28)		
		Retirer les dispositions liberticides des lois 21 et 94 sur la laïcité, entre autres. (Mesure 1, p. 34)		

Parti libéral du Québec	Parti Québécois	Québec solidaire	Coalition Avenir Québec	Parti conservateur du Québec
Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier	Platerforme Cadre financier
Autres engagements ou propositions en matière de justice				
Ajouter le dossier jeunesse aux responsabilités du premier ministre du Québec. Source : « Mieux soutenir les jeunes »	Réduire la judiciarisation des personnes en situation d'itinérance en privilégiant des approches d'accompagnement et de cohabitation sociale. Source : Nouvelles | 18 sept. 2026	Investir notamment en santé mentale, à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), en lutte contre les dépendances et en réduction des méfaits pour favoriser la prévention. (Mesure 4, p. 19)		Mettre en place un accompagnement continu et préventif pour les enfants, les adolescents à risque et leurs familles, en rendant l'aide accessible avant les crises, en assurant un suivi stable par un même intervenant, en renforçant le soutien aux familles d'accueil et en garantissant à chaque jeune un plan de transition vers l'autonomie avec un accompagnement volontaire jusqu'à 21 ans. (p. 7, Plateforme itinérance et soins psychosociaux)
Accompagner les jeunes quittant les centres jeunesse en déployant un intervenant pivot, un plan de transition et un accès aux services de santé mentale pour chacun. Prévenir les expulsions menant à la rue. Source : « Éviter la rue »	Renforcer les ressources de prévention et d'intervention en toxicomanie afin de réduire les situations menant à l'intervention policière ou judiciaire. Source : Nouvelles | 18 sept. 2026			Abolir le service en ligne d'immatriculation des armes à feu et refuser de participer au programme fédéral de rachat d'armes.
				Permettre l'homologation par un notaire pour les mandats d'inaptitude non contestés.
				Permettre aux corps policiers d'offrir des services extra-horaires à certaines institutions communautaires désignées pour obtenir une présence policière armée hors des effectifs réguliers.